

## Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz<sup>1</sup>

Jean-Marie Harribey

*Revue du Mauss*, « La gratuité, Éloge de l'inestimable », n° 35, 1<sup>er</sup> semestre 2010, p. 63-82

« *Quand les hommes ne peuvent changer les choses,  
ils changent les mots.* »  
Jean Jaurès

Le rapport remis le 14 septembre 2009 à Nicolas Sarkozy par la « Commission pour la mesure des performances économiques et du progrès social » a été salué quasi unanimement. Il faut dire que la composition de cette commission était prestigieuse : présidée par Joseph Stiglitz, conseillée par Amartya Sen, coordonnée par Jean-Paul Fitoussi, elle ne comptait pas moins de cinq « prix Nobel d'économie » et sans doute beaucoup d'aspirants à cette distinction. Comme elle a travaillé de 2008 à 2009, dans un contexte de crise globale inédite du capitalisme, en pleine délégitimation de toutes les catégories de pensée qui dominent l'économie, ses résultats étaient très attendus. La Commission vient de publier la presque totalité de ses travaux dans deux volumes imposants couvrant 790 pages, titrés *Richesse des nations et bien-être des individus* et *Vers de nouveaux systèmes de mesure*.<sup>2</sup>

Comment se présentent ces deux volumes ? Le premier se divise en deux parties. Tout d'abord les trois principaux responsables de la Commission signent personnellement un « Essai sur la mesure des performances économiques et du progrès social » qui constitue une présentation générale de la problématique des travaux qu'ils ont conduits. La deuxième partie rapporte les travaux des trois sous-groupes de la Commission, centrés sur « Questions classiques relatives au PIB », « Qualité de la vie », « Développement durable et environnement ». Le second volume reprend, en développant les aspects techniques, les trois questions traitées dans la seconde partie du premier volume. Chaque partie se termine par des recommandations à l'usage des théoriciens, des statisticiens ou des décideurs politiques.

On trouve dans ces deux volumes un recensement très complet de l'immense littérature consacrée aux indicateurs de richesse, à la définition du bien-être et à celle de la soutenabilité du développement. Même si les insuffisances de l'indicateur du *produit intérieur brut* (PIB) sont connues depuis longtemps, la Commission fait œuvre utile en rappelant les distinctions trop souvent passées sous silence entre des évaluations *brutes* et *nettes* de dépréciation du capital, entre *stocks* (par exemple les stocks d'équipements ou ceux des ressources naturelles) et *flux* (les flux périodiques de production qui donnent naissance aux revenus monétaires), ou bien encore entre une *moyenne* (par exemple le PIB par habitant qui ne dit rien de la répartition du PIB global) et une *médiane* (PIB par habitant médian qui partage la population en deux).

On trouve également dans ce rapport un inventaire des multiples facteurs qui déterminent ou influencent la qualité de la vie, le bien-être, tant du point de vue individuel que collectif. Rien n'y manque : santé, éducation, activités personnelles, représentation politique, liens sociaux, environnement, insécurité, etc. La Commission insiste sur le lien entre la richesse et la soutenabilité : « mesurer la richesse revient à mesurer la taille du gâteau à partager avec les générations successives, tandis que mesurer la soutenabilité consiste à

---

<sup>1</sup> Une version abrégée de cet article a été publiée dans *Lignes d'Attac*, n° 80, février 2010.

<sup>2</sup> Dans la suite de cet article, chacun des volumes sera désigné par I et II.

déterminer de quelle manière ce gâteau sera partagé entre les générations ou les époques, l'objectif étant qu'aucune génération future ne soit moins bien lotie que la génération actuelle » [II, 345]. On notera déjà deux absences dans cette formulation : la soutenabilité implique une répartition équitable au sein de la génération actuelle et aussi un certain contenu du gâteau.

Comme le mandat confié à la Commission était d'aboutir à des propositions de nouveaux indicateurs de progrès social, elle s'attelle à cette tâche, passe en revue les propositions existantes, discute de la pertinence d'indicateurs partiels composant des tableaux de bord ou bien d'indicateurs composites synthétiques. Tour à tour sont examinés le PIB vert, l'indice de développement humain (IDH), l'indice de bien-être économique, l'empreinte écologique, l'empreinte carbone, etc. Finalement, la Commission marque sa préférence, assortie toutefois de beaucoup de précautions, pour l'indicateur « épargne nette ajustée » promulgué par la Banque mondiale. La raison de ce choix tient au fait qu'il s'agit d'une « approche de la soutenabilité fondée sur les "stocks", la "richesse", les "actifs" ou le "capital" », c'est-à-dire « les ressources de toutes sortes que nous transmettons aux générations futures » [II, 340]<sup>3</sup>. C'est l'approche par le capital, théorisée notamment par l'ONU, l'OCDE et Eurostat [UNECE-OECD-Eurostat, 2008], qui est privilégiée.

Quels sont les soubassements théoriques qui fondent les choix de la Commission en matière d'indicateurs de richesse, de bien-être et de soutenabilité ? La Commission tente de rénover la mesure des performances économiques et du progrès social, mais en s'appuyant sur tous les fondamentaux hautement critiquables de la théorie économique dominante, celle que l'on appelle néoclassique. On peut le voir au travers de trois questions : les conceptions de la valeur et de la richesse de la Commission ; les conditions du bien-être et de la qualité de la vie ; l'hypothèse de la substituabilité entre les diverses sortes de « capitaux ».

## 1. Valeur et richesse pour la Commission Stiglitz

Commencer par les conceptions de la valeur et de la richesse est important car elles déterminent largement la suite du rapport de la Commission, sur le plan méthodologique et quant à la proposition d'un possible élargissement du PIB.

### *En confondant richesse et valeur, utilité et valeur...*

La référence à la théorie dite de la « valeur-utilité » est omniprésente : « On additionne les proverbiales pommes et oranges et les autres biens produits dans l'économie en utilisant les prix du marché car ces derniers sont *censés* refléter les valorisations (marginales) que chacun fait de ces différents biens. » [I, 46]<sup>4</sup>. Les auteurs indiquent que cela suppose des marchés concurrentiels mais ajoutent aussitôt : « Malgré les défaillances du marché, les prix peuvent continuer à refléter les valorisations marginales des consommateurs. Les prix du marché ne seraient simplement pas les mêmes si ces défaillances étaient corrigées. » [I, 56, note 1]. On pourrait penser que la restriction précédente est prise au sérieux par la Commission : « En théorie, l'utilisation des prix du marché pour évaluer les flux et les stocks n'est pertinente que dans le cadre de marchés complets et concurrentiels, ce qui n'est de toute évidence pas le cas dans la réalité, et en particulier pour les ressources naturelles, pour lesquelles les externalités et les incertitudes sont flagrantes. » [II, 404]. Mais la condition est oubliée lorsqu'il s'agit d'évaluer « les prix des émissions de CO<sub>2</sub>, à savoir l'estimation du

<sup>3</sup> Voir aussi [I, 140, 165, 276 ; II, 325, 370].

<sup>4</sup> Voir aussi [I, 55 ; II, 34, 59, 77, 359]

coût social marginal d'une tonne de carbone supplémentaire » [II, 405]. Or, selon la théorie néoclassique, s'il n'y a pas concurrence parfaite, le prix n'égale pas le coût marginal.

Cette théorie se trouve donc prise en défaut pour des raisons méthodologiques. Elle dit qu'en concurrence parfaite les individus échangent jusqu'à ce que les rapports entre les prix des marchandises égalent les rapports entre les utilités marginales de celles-ci, c'est-à-dire les suppléments d'utilité procurés par la consommation d'une unité supplémentaire de chaque bien. Deux failles logiques traversent cette théorie. D'une part, il est impossible de mesurer l'utilité et sa variation. D'autre part, dire que les prix sont dans les mêmes rapports que les utilités marginales, c'est énoncer un résultat du processus d'échange et non une cause de celui-ci. On ne peut donc à la fois dire qu'en concurrence les prix s'imposent aux agents économiques individuels et que les utilités marginales obtenues par ceux-ci déterminent les prix. En réalité, l'utilité explique pourquoi on produit mais ne détermine pas la valeur d'échange de ce qui est produit, tout simplement parce que l'utilité ne se mesure pas. Les néoclassiques sont enfermés dans un dilemme inextricable : ou bien ils raisonnent en termes de préférences (utilité ordinale) et de classement de celles-ci, et alors ils ne peuvent effectuer aucune comparaison interpersonnelle ni additionner les préférences individuelles pour estimer une préférence collective ; ou bien ils raisonnent en termes quantitatifs (utilité cardinale), et alors ils se heurtent à l'impossibilité de mesurer l'utilité. On peut dire la même chose du bien-être et pourtant la Commission donne son aval aux études qui additionnent tous les bien-être présents et futurs pour aboutir à « une fonction d'utilité sociale, généralement représentée comme la somme actualisée du bien-être pour toutes les générations futures » [I, 305].

Le fait que l'utilité, ou autrement dit la satisfaction retirée d'un bien ou d'un service, ne se mesure pas en termes monétaires ruine, dès le départ, toute tentative de compléter le PIB en lui adjoignant des estimations qualitatives ramenées à un quantum de monnaie. Tous les efforts tentés pour surmonter cette impossibilité s'avèrent être des échecs, lesquels parcourent l'ensemble du rapport de la Commission Stiglitz, même si, à quelques endroits, on sent bien que les experts qui la composent ne croient pas trop à leurs hypothèses et reconnaissent la « non comparabilité dans l'utilisation des échelles [de préférences] par divers individus » [II, 278].

### *...On est conduit à tout monétariser*

Cela n'arrête pas la Commission qui veut absolument intégrer la « valeur des loisirs » dans le PIB, lequel pourrait ainsi augmenter de 80 % [I, 191 ; II, 43]<sup>5</sup>. « Notre approche de la mesure des loisirs s'opère à partir de données sur l'utilisation du temps. La valeur des loisirs par heure se mesure d'après leur coût d'opportunité, c'est-à-dire le salaire perdu parce qu'une personne se livre à des loisirs plutôt qu'à un travail rémunéré. » [II, 126].<sup>6</sup> Ce qui débouche sur des conséquences cocasses : la valeur des loisirs de la population inactive est nulle ! [II, 126]. Ce raisonnement est exactement celui de la théorie néoclassique standard pour expliquer le chômage, toujours volontaire, puisque le chômeur a fait un calcul mettant en balance le désagrément ou désutilité supplémentaire (marginale) d'une heure de travail et l'utilité supplémentaire du salaire horaire qui permet d'acheter biens et services.

L'idée d'inclure les loisirs, le temps libre ainsi que nombre d'activités autonomes dans le PIB remonte aux travaux de Nordhaus et Tobin [1973], et Stiglitz, dès l'installation de sa

<sup>5</sup> L'évaluation des tâches ménagères correspondrait à 30 % du PIB [I, 191 ; II, 120-121].

<sup>6</sup> Cette problématique revient sans cesse : [I, 174, 191, 221, 286 ; II, 43, 106, 113, 114, 124, 126, 128, 143, 200, 207, 321]. Les loisirs dont il est question dans le rapport de la Commission sont autre chose que la consommation marchande de vacances aux Îles, de cinéma ou de CD-Rom, qui est déjà enregistrée dans la comptabilité nationale. Il s'agit du temps que l'on passe à lire, à faire de la musique ou l'amour, à jouer avec ses enfants ou à ne rien faire.

Commission, en avait repris la formule<sup>7</sup>, sans réussir à dépasser la contradiction propre au PIB. Par construction, celui-ci mesure la valeur monétaire, sous-ensemble borné de la richesse globale : la richesse du loisir n'est donc pas de la valeur. Un autre exemple révélateur de l'impasse théorique et méthodologique commun à la Commission Stiglitz et à la théorie néoclassique est celui du lait maternel : « L'évaluation des biens produits au foyer comporte une grave omission : la valeur du lait maternel. Celui-ci entre clairement dans le domaine de la production du système de comptabilité nationale, n'est pas quantitativement négligeable et a d'importantes implications pour la politique publique et la santé maternelle et infantile. » [I, 98]<sup>8</sup>. Or le lait maternel a une valeur d'usage (richesse) mais n'a pas de valeur d'échange (monétaire).

La Commission s'inscrit donc dans le paradigme utilitariste qui domine la « science économique » et qui a banni tout l'héritage de l'économie politique. Cette dernière était fondée sur la distinction irréductible entre valeur d'usage et valeur d'échange, elle-même remontant à Aristote. En niant cette distinction, on aboutit à des critiques du PIB qui ne sont pas toujours bien fondées, que l'on rencontre aussi bien au sein de la Commission que dans certains travaux se revendiquant de l'hétérodoxie<sup>9</sup>. Ainsi en est-il lorsque ces critiques déplorent que le PIB n'intègre que les résultats quantitatifs de la production sans pouvoir *prendre en compte* la qualité de celle-ci, par exemple la qualité des services rendus : les *outputs* et pas les *outcomes*, comme le disent Gadrey et Jany-Catrice [2005, 18 et 24]. Ces regrets repris par la Commission Stiglitz partent d'une bonne intention mais finissent par adhérer implicitement à la croyance néoclassique qui, depuis Say jusqu'à nos jours, confond richesse et valeur ou établit une identité entre valeur d'usage et valeur d'échange, et donc réduit la première à la seconde, c'est-à-dire réduit l'espace de la richesse sociale à celui de la valeur marchande. Dès lors, conscients que la société serait insoutenable si on la réduisait à la sphère du marché, les experts de la Commission tentent d'échapper au piège dans lequel ils sont, comme la majorité de leurs collègues, inextricablement enfermés, car tantôt ils définissent l'output par la production [I, 44, 158], tantôt par la satisfaction ou la qualité de la vie [I, 50, 83, 97, 199], avec la volonté d'agrèger les deux registres.<sup>10</sup> On sourit presque devant la fausse naïveté de Stiglitz, Sen et Fitoussi : « Qui oserait prétendre qu'un accroissement de la fabrication et du commerce des armes à usage privé, principalement pour des raisons d'autodéfense, représente une contribution positive au PIB [si cet accroissement est lié à une recrudescence de la violence] ? » [I, 39]. Une fausse naïveté qui induit en erreur le citoyen car, dans ce cas, le PIB augmente réellement pour un bien-être amoindri.

L'incommensurabilité irréductible entre les deux espaces, celui de la richesse en général et celui de la valeur monétaire, réduit considérablement la portée des travaux de la Commission car, dès l'instant où l'on s'attache à rompre la digue qui sépare ces deux espaces, la polysémie du terme « valeur » est source d'un imbroglio théorique total : « L'idée centrale du concept de capital social est que, de même que les outils (capital physique) et la formation (capital humain), les liens sociaux ont de la *valeur* pour la qualité de la vie. » [II, 220]. Aussi ne faut-il pas s'étonner que, dans la définition d'un nouvel indicateur de richesse, les auteurs s'attachent à faire la somme de toutes les « ressources » qui ont de l'importance pour la qualité de la vie. Et, pour y parvenir, ils sont obligés de ramener toutes ces choses à des

<sup>7</sup> Dans *Libération*, 20 mai 2008.

<sup>8</sup> Cet exemple est pris dans l'essai signé personnellement par Stiglitz, Sen et Fitoussi.

<sup>9</sup> Notamment Méda [1999], Viveret [2003]. Méda [2009] semble approuver la Commission Stiglitz : « Si l'on va jusqu'au bout de la Commission Stiglitz, on voit bien qu'il faudrait inclure dans le produit intérieur brut (PIB) le temps domestique et le temps de loisir. Un tel exercice permettrait de prendre en compte l'augmentation du niveau de vie et de satisfaction apportée par ces activités. » Pour une critique de ces positions, voir Harribeay [2005-a, 2005-b, 2008-a].

<sup>10</sup> À remarquer que la Commission ne définit pas l'output comme le font Gadrey et Jany-Catrice. Ce que ces derniers appellent *outcome* (résultat) correspond à ce que la Commission appelle *output* [I, 198].

formes de capital : capital physique, capital humain, capital social et capital naturel. Les auteurs préviennent une critique de cette assimilation : « Les économistes utilisent indifféremment les termes de "richesse" ou de "capital" pour désigner toutes les formes de biens qui peuvent être transférés d'une période à une autre, sans aucune considération préalable concernant le fait que ces biens soient une propriété collective, ou le fait que leur gestion puisse être ou non soumise aux forces du marché. Pour éviter ce type de malentendu, nous avons tenté, dans la mesure du possible, de retenir ici le terme plus neutre de "richesse". » [II, 372]. Mais cet avertissement suffit-il pour éviter des conceptions du bien-être et de la soutenabilité qui ne soient pas neutres ?

## 2. Les conditions du bien-être et de la qualité de la vie

Parmi les éléments qui concourent à donner du sens à la vie, à faire qu'elle soit bonne, ou encore que les individus puissent mettre en œuvre leurs capacités, comme le dit Sen, figurent la santé, l'éducation, la sécurité, la démocratie, etc. Et, jusque-là, on ne peut que donner raison à la Commission Stiglitz. Mais la suite est-elle aussi convaincante, si le mode de vie est toujours ramené à un niveau de vie dont l'élévation est élevée au rang de finalité [I, 27 ; II, 127] ?

### *Quelle place pour le non marchand dans une perspective de bien-être ?*

Beaucoup des facteurs de bien-être précédents proviennent de services fournis par les collectivités publiques, en premier lieu l'État. La comptabilité nationale actuelle enregistre donc les « imputations » [II, 37 et suiv.] relatives, entre autres, aux services comme l'éducation et la santé publiques.<sup>11</sup> À ce sujet, une confusion parcourt tout le rapport de la Commission entre le non monétaire et le non marchand. Le plus souvent [I, 16, 53, 96, 185, 225 ; II, 31, 134, 187, 200, 285]<sup>12</sup>, les auteurs réservent la catégorie du non marchand aux activités non monétaires et assimilent les services rendus par les collectivités publiques – pourtant sur une base non marchande en contrepartie des impôts – au marchand, au prétexte que les « inputs [sont] acquis sur le marché » [II, 31]. Mais si l'on s'abstrait des consommations de capital fixe et des consommations intermédiaires nécessaires à la production des services non marchands, et si l'on ne considère que leur production nette, alors la valeur monétaire des services non marchands est, par convention, tenue pour égale aux salaires versés. Il n'est donc pas exact de faire comme si la force de travail dans la fonction publique avait le même statut que dans le secteur marchand, sur le plan de ses conditions d'emploi et de l'absence d'obligation de valoriser du capital. En conséquence, si toute relation non monétaire est non marchande, la réciproque n'est pas vraie. (Voir encadré sur quelques problèmes méthodologiques).

Bien sûr, les auteurs n'ignorent sans doute pas la distinction entre non monétaire et non marchand. Ils précisent même : « La production non marchande n'est pas réservée aux ménages. L'État est un autre grand producteur non marchand, mais, à la différence des ménages, les services qu'il fournit sont pris en compte dans les comptes nationaux standard. » [II, 109, note 1]. Certes, mais la différence essentielle n'est pas là. Elle est dans le fait monétaire ou non. Et c'est là le grand paradoxe du rapport de la Commission Stiglitz qui va finalement aboutir à proposer de monétariser le plus de choses possible pour les intégrer dans un « PIB "élargi" ou "ajusté" » [I, 72], tout en niant la spécificité du fait monétaire, dans ce qu'il implique de rapports sociaux et de coordination publique.

<sup>11</sup> Elle enregistre aussi notamment les services de logement « produits » par leurs propriétaires.

<sup>12</sup> La Commission corrige son erreur à quelques endroits en considérant la production non marchande effectuée au sein des collectivités publiques [I, 197 ; II, 58, 85, 109, 133].

La théorie rejoint alors la politique. En effet, il n'était pas innocent de proposer de « valoriser » monétairement les loisirs, les activités personnelles, et pourquoi pas le lien social ou « la confiance en la justice » [I, 85], le « sentiment de sécurité » [I, 50] et le « vécu » [II, 150, note 1] : cela permet de dissenter sur les revenus « marchands ou non » [II, 123], comme si tout revenu n'était pas monétaire, et comme si l'introduction de l'idée fautive qu'il existerait des revenus non monétaires pouvait faire oublier la détérioration relative de la masse salariale dans la valeur ajoutée au cours de la phase néolibérale du capitalisme<sup>13</sup>. Au point d'aboutir à des formulations surprenantes ou maladroitement : « Les fluctuations de revenus dans le temps peuvent être sources d'insécurité pour l'intéressé, même si elles sont salutaires pour la société dans son ensemble (par exemple parce qu'elles traduisent une plus grande mobilité sociale). » [II, 251]. Ou bien : « La plupart des pays de l'OCDE ont réussi à réorienter le risque de pauvreté des personnes âgées vers les personnes plus jeunes au cours des dernières décennies, et cette évolution constitue l'un des acquis essentiels de la protection sociale dans ces pays. » [II, 257-258].

Ce qu'il y a d'exact dans le rapport de la Commission, c'est l'idée qu'« avec les progrès de la société, il n'est pas déraisonnable de supposer que chacun voudra profiter d'une partie de ces progrès sous la forme de loisirs » [II, 124]. Indirectement, la Commission légitime ainsi l'utilisation des gains de productivité pour réduire le temps de travail. Mais l'impensé de la Commission reste dans le fait que cette forme d'utilisation des gains de productivité suppose une répartition différente des revenus (monétaires par définition) et non pas la transformation abusive d'une somme d'heures de loisirs personnels en une virtuelle somme d'argent.<sup>14</sup>

### ***Les multiples dimensions du bien-être ramenées à du capital ?***

On l'a dit plus haut, le fait de reconnaître les multiples dimensions du bien-être et de la qualité de la vie est positif. Mais à quelle aune mesurer le bien-être si le PIB n'est pas conçu pour cela, ayant un autre objet, et si l'on veut préserver le « principe d'invariance » [II, 38] d'un indicateur lorsqu'une activité passe du non monétaire au monétaire ou du non marchand au marchand ou inversement ? Ce principe est déjà mis en application pour intégrer dans le PIB certaines activités économiques des ménages (notamment : auto-production-consommation, services de logement). Faut-il l'étendre à tous les actes de la vie humaine ?

La question mérite d'être posée, car à quoi servirait de savoir que le PIB augmenterait de 30 % si les tâches domestiques étaient monétarisées et de 80 % si le temps passé hors du travail était évalué monétairement [I, 191 ; II, 120-121] ? Le PIB doublerait ainsi ou triplerait, mais le bien-être ne changerait pas d'un iota parce que la richesse, au sens de valeur d'usage, serait strictement la même. Autrement dit, au lieu d'appliquer le principe d'invariance pour aboutir à un PIB *démesuré*, au sens propre du terme, la Commission Stiglitz aurait été mieux inspirée si elle avait promu l'idée que la monétarisation à tout va laissait invariants la qualité de la vie, le sens qu'on lui donne, et que, décidément, la richesse collective ne se réduit pas à la plage du marché, ni même à celle de la monnaie.

Tout considéré, la Commission n'abuserait-elle pas d'un aller-retour permanent entre les fins et les moyens pour définir et analyser le bien-être, ou entre les conditions du bien-être et le bien-être lui-même ? Beaucoup de membres de la Commission se réclamant de Keynes, peut-être pourraient-ils méditer ce que celui-ci écrivait en 1936 pour distinguer le facteur productif et le cadre dans lequel il opère :<sup>15</sup>

<sup>13</sup> Cette dimension est totalement absente des deux volumes de la Commission, sauf incidemment à propos des États-Unis [II, 94]. Ailleurs, il est fait état de « la grande stabilité de la répartition des revenus en France au cours de la période considérée [1984 à 2004] » [II, 93].

<sup>14</sup> Voir Harribey [1997, 2009-a] et Husson [2008].

<sup>15</sup> Keynes [1969, 223].

« Nos préférences vont par conséquent à la doctrine pré-classique que c'est le travail qui produit toute chose, avec l'aide de l'art comme on disait autrefois ou de la technique comme on dit maintenant, avec l'aide des ressources naturelles, qui sont libres ou grevées d'une rente selon qu'elles sont abondantes ou rares, avec l'aide enfin des résultats passés incorporés dans les biens capitaux, qui eux aussi rapportent un prix variable selon leur rareté ou leur abondance. Il est préférable de considérer le travail, y compris bien entendu les services personnels de l'entrepreneur et de ses assistants, comme le seul facteur de production ; la technique, les ressources naturelles, l'équipement et la demande effective constituant le cadre déterminé où ce facteur opère. »

La distinction entre richesse et conditions de la richesse est occultée par la Commission quand elle estime que le capital humain a une valeur plus élevée que celle du capital physique : « En d'autres termes, les mesures actuellement disponibles concernant la richesse totale d'un pays, tirées des bilans nationaux produits par les bureaux statistiques nationaux, ne tiennent pas compte de la principale composante de cette richesse. » [II, 399]. Si tant est que l'on puisse évaluer monétairement le capital humain – on y reviendra –, il n'y a là rien d'étonnant si l'on compare des stocks, « il n'est de richesse que d'hommes », disait déjà Jean Bodin au XVI<sup>e</sup> siècle. Mais un glissement de sens est à craindre avec la Commission Stiglitz lorsque, d'un côté, elle inscrit la démocratie, la justice, l'État de droit, les institutions de manière générale, la sécurité, les liens sociaux comme ayant « une incidence positive sur le bien-être réel comme sur la perception de celui-ci » [II, 213] – ce qui est indéniable –, et de l'autre en conclut que tous ces facteurs « ont de la valeur pour la qualité de la vie » [II, 220] qu'il s'agira ensuite d'agrèger lorsqu'on aura réussi le tour de force de les convertir en différentes sortes de capitaux, eux-mêmes réduits à une quantité de monnaie. C'est sans doute ainsi qu'il faut interpréter la transformation du lien social à la Durkheim en capital social à la Putnam et celle de l'éducation à la Smith en capital humain à la Becker.<sup>16</sup> En effet, l'objectif avoué de la Commission Stiglitz est de parvenir à l'agrégation des torchons et des serviettes, le Graal de la mesure économique. Au bout de cette quête, la Commission adoptera l'hypothèse de la substituabilité nécessaire au repli sur la version faible de la soutenabilité.

### De quelques problèmes méthodologiques

#### 1) Propositions logiques vraies sans que leur réciproque respective le soit

valeur d'échange  $\Rightarrow$  valeur d'usage  
 marchand  $\Rightarrow$  monétaire  
 non monétaire  $\Rightarrow$  non marchand

#### 2) Valeurs ajoutées brute et nette

De la valeur monétaire de la production, on déduit les consommations intermédiaires (matières premières, énergie...) pour obtenir la valeur ajoutée brute, et, ensuite, on déduit de la valeur ajoutée brute l'usure des équipements (amortissements en comptabilité) pour obtenir la valeur ajoutée nette. Ce sont ces deux agrégats, brut et net, qui constituent (à la TVA près) le produit intérieur brut (PIB) et le produit intérieur net (PIN). Par construction, et il ne peut en être autrement, le PIN est égal à tous les revenus distribués dans l'ensemble de l'économie (salaires et profits) provenant de l'activité courante (autrement dit du travail vivant).

Or, au sujet de la possible intégration de l'activité domestique des ménages dans la comptabilité nationale, la Commission Stiglitz écrit : « La valeur de la production domestique se compose de la valeur du travail domestique (22 % environ du PIB entre 1995 et 2006 aux États-Unis, 30 % environ en France et 29 % en Finlande) et de la valeur des services en capital fournis

<sup>16</sup> Émile Durkheim fut l'un des premiers sociologues à théoriser la notion de lien social et Adam Smith avait souligné le rôle de l'éducation pour le développement, tandis que Robert Putnam et Gary Becker ont imposé respectivement le capital social et le capital humain comme concepts à pratiquement tous les économistes modernes. Pour une critique, voir Mounier [2002] et Herrera [2003].

par les biens durables. » [II, 120-121]. Plusieurs curiosités figurent dans cette phrase. Après nous avoir expliqué, à juste titre, que l'évolution d'un agrégat net était mieux à même de nous renseigner sur l'état de l'économie que celle d'un agrégat brut, c'est ce dernier qui est ici privilégié. Pire encore, on nous dit que les biens durables intermédiaires (qui sont pourtant du travail mort) fournissent de la valeur, ou bien que la valeur de ces biens est égale à celle qu'ils produisent [II, 121, note 1].

La Commission Stiglitz enfonce le clou et indique plus loin : « Le revenu de la production domestique est égal à la valeur des intrants travail et capital estimés utilisés par les ménages pour produire des services pour leur propre compte (exception faite du logement occupé par le propriétaire. » [II, 129]. Ou bien la Commission oublie encore la distinction valeur ajoutée brute/valeur ajoutée nette, ou bien elle considère implicitement qu'il faut tenir compte de la rémunération virtuelle que recevrait le propriétaire des équipements avec lesquels sont produits les services domestiques, profit virtuel rebaptisé ici valeur des services fournis par le capital (on est ici en pleine problématique néoclassique). Dans ce dernier cas, qui est le plus probable dans l'esprit de la Commission, celle-ci se heurte à une nouvelle contradiction : elle a expliqué qu'il fallait introduire dans la comptabilité nationale la production domestique des ménages, au même titre que l'on inclut les « imputations » des services rendus par l'État, mais, pour ces derniers, on les évalue à hauteur des salaires versés sans jamais faire référence à un quelconque profit virtuel qui n'est pas réalisé et que personne n'imagine le nommer valeur des services rendus par les bâtiments « école » ou « hôpital » ; ce qui est comptabilisé, et c'est heureux ainsi, ce sont les services rendus par les travailleurs du secteur non marchand.

Cette succession de contradictions est du même ordre que celle que les économistes néoclassiques rencontrent lorsqu'ils utilisent une fonction de production à facteurs substituables et à rendements constants (la plus connue étant celle appelée Cobb-Douglas) : la part que s'approprient les propriétaires du capital est réputée correspondre à la part de la richesse créée par le capital. Cette assertion a été depuis longtemps réfutée, notamment par Joan Robinson [1953-54].<sup>17</sup>

### **3) Les dépenses dites passives et les intrants**

Emportés par leur propension à ajouter et à soustraire quantités de choses jusqu'ici ignorées par le PIB, les auteurs ont un traitement curieux des « dépenses passives » qui, selon Nordhaus et Tobin, « ne sont pas directement en soi des sources d'utilité, mais sont, de manière regrettable, des apports nécessaires à des activités susceptibles d'avoir une utilité » [I, 202 et II, 66]. Si l'on comprend correctement cette phrase, l'utilisation de certains biens ou services intermédiaires, donc ne relevant pas de la consommation finale, entrant dans la production d'un bien ou service final est regrettable ! L'électricité qui éclaire une école est utile à l'écolier qui apprend à lire, mais la présence de l'agent de police municipale qui l'aide à traverser la rue à la sortie de l'école est regrettable [II, 65] ! Comprenez qui pourra la nouvelle comptabilité nationale.

Le fin mot de l'histoire pourrait être trouvé dans l'exemple donné par la Commission : « Prenons le cas des trajets entre domicile et travail : les ménages produisent des services de transports en consacrant leur temps (dépense de travail) et de leur argent (billets de transport en commun) à cette fin. Mis à part l'achat par le consommateur d'un billet de train, aucun de ces flux n'entre dans les mesures de la production et des revenus. On pourrait y remédier en tenant compte de la production de services de transports par les ménages qui serait considérée comme une fourniture non rétribuée d'intrants intermédiaires aux entreprises, ainsi "subventionnées" par les ménages privés. Même si cette manière de procéder ne change rien au PIB total, elle ferait apparaître une contribution à la production plus importante de la part des ménages et plus faible de la part des entreprises. » [I, 203-204 et II, 208]. Ce passage contient une contradiction flagrante : il est dit que ces flux ne sont pas comptés, puis que, si on les comptait, le PIB ne changerait pas. Il se pourrait donc qu'une confusion soit commise entre production et consommation. Si j'utilise un peu de mon temps pour prendre le train afin de me rendre à mon travail, je « dépense » du temps et de l'argent mais je ne produis rien, c'est le conducteur de

<sup>17</sup> Voir Harribey [2005-c].

train et ses collègues qui produisent et leur activité est comptée dans le PIB. Si je prends ma voiture, j'use celle-ci (je la consomme) mais je ne l'ai pas produite, de même pour le carburant, et si comme le suggère la Commission on évalue le prix du temps que je passe à conduire pour aller à mon travail, l'augmentation du PIB qui en découlera ne signifiera en rien une amélioration de la qualité de la vie ni de la mesure de celle-ci.

#### **4) Prix, effet qualité et volume de la production**

Au sein de l'écologie politique, et notamment dans le courant de la décroissance, circule l'idée que si, la production devenait de qualité, cela contribuerait à diminuer le PIB. Cette question renvoie à la séparation que doivent effectuer les comptables nationaux entre la variation des prix qui relève de l'inflation ou de la déflation et celle qui relève d'une modification de la qualité de la production.

Supposons que la production agricole productiviste soit remplacée par de la production agricole biologique. Si l'amélioration de la qualité nécessite une plus grande quantité de travail (incluant celui contenu dans les moyens de production) et de plus grandes précautions écologiques, entraînant une hausse de la valeur unitaire de chaque unité produite, nul ne sait quel sera le résultat de la somme des multiplications de ces valeurs par les quantités produites. En généralisant le raisonnement à l'ensemble de la production qui deviendrait écologique, on ne peut dire à l'avance si, après agrégation, on aura un PIB plus élevé ou plus faible. Le raisonnement s'étend aussi à la notion de productivité du travail : la productivité pour l'ensemble de l'économie sera mesurée monétairement, et on ne peut savoir *a priori* si ce qui figurera au numérateur de la productivité, la valeur ajoutée, aura diminué parce que les volumes auront plus diminué que n'auront augmenté les prix monétaires ou bien aura augmenté parce que les volumes auront moins diminué que n'auront augmenté les prix, et si, une fois connue l'évolution du numérateur, celle-ci sera plus ou moins forte que celle du dénominateur, la quantité de travail.

Ce problème n'a rien à voir avec la prise en compte de l'inflation. Si certains prix augmentent à cause de l'amélioration de la qualité ayant nécessité plus d'efforts de toutes sortes, les comptables nationaux peuvent atténuer la hausse des prix (dans ce cas, le volume s'en trouvera amoindri) ou bien laisser les prix tels qu'ils apparaissent. Je pense qu'il est préférable qu'on ne traficote pas trop les prix, car il faut considérer que, par exemple, un quintal de céréale OGM et un quintal de céréale biologique sont deux produits différents. Et tant mieux si la comptabilité nationale permet de les distinguer en ne gommant pas la différence des prix dans l'évaluation de l'agrégat global. C'est la raison pour laquelle on ne peut prévoir, comme le font hâtivement certains écologistes croyant bien faire, dans quel sens évoluera le PIB dans le cas où on passerait à une économie anti-productiviste.

En cela, reconnaissons à la Commission le mérite de trancher un débat qui traverse les milieux associatifs alternatifs, notamment le Forum pour d'autres indicateurs de richesses (FAIR)<sup>18</sup> au sujet de l'évolution possible du PIB au fur et à mesure que la qualité de la production s'améliorerait : « si pour une raison ou pour une autre, les fabricants d'automobiles n'étaient pas disposés à produire des véhicules à faible niveau d'émissions, la réglementation imposant la production de véhicules à faible niveau d'émissions se traduirait par une augmentation du PIB » [I, 78], pour un même nombre de voitures, faut-il ajouter.

### **3. L'hypothèse de la substituabilité entre les diverses sortes de « capitaux »**

C'est la simultanéité de la crise sociale et de la crise écologique qui a ravivé la réflexion sur la richesse et la soutenabilité des modes de vie et qui a suscité la mise en place de la Commission Stiglitz. Celle-ci a donc cherché à définir la soutenabilité et les instruments pour la mesurer.

<sup>18</sup> Gadrey apporte des réponses assez contradictoires à ce problème dans des textes récents [2009, 2010].

### ***Additionner pour substituer***

Il est devenu presque banal de dire que le PIB additionne toutes les activités économiques ayant une évaluation monétaire, qu'elles aient un impact positif ou négatif sur les humains ou sur la nature. En conséquence, si la dépréciation du capital manufacturé est soustraite du PIB pour calculer le produit intérieur net (PIN), il n'en est pas de même de la dépréciation de ce que les économistes dans leur majorité appellent le capital naturel. Ainsi, il est traditionnellement dit qu'une catastrophe naturelle engendre un accroissement du PIB si la société met en œuvre des opérations de réparation. Et la Commission Stiglitz fait largement écho à ce constat. Mais il est rarement précisé, d'une part, que cet « ajout » de valeur au PIB n'intervient pas s'il y a un simple transfert de ressources humaines et matérielles d'un secteur à l'autre, et, d'autre part, que, si on ne peut considérer cet « ajout » comme un accroissement de bien-être par rapport à la situation d'avant la catastrophe, il permet au moins de retrouver l'état initial ou de s'en rapprocher.<sup>19</sup>

On peut alors comprendre les fortes limites qui entourent la construction d'indicateurs comme le « PIB vert ». Un premier obstacle tient à la méthode. Si on veut déduire du produit net habituel la dégradation écologique, il faut l'évaluer en monnaie. Mais on ne sait pas le faire et sans doute on ne le peut pas<sup>20</sup>. La seule solution consiste à l'estimer par le coût de la réparation (souvent partielle) que l'on a opérée ou que l'on projette. Autrement dit, dans le produit net ainsi ajusté, il y aura du côté « plus » la valeur ajoutée par les secteurs d'activité pollueurs ou destructeurs (dont ne peut pas ne pas tenir compte car ils auront distribué des revenus) ainsi que la valeur ajoutée correspondant à la réparation, et du côté « moins » la valeur de la dégradation mesurée par ce que l'on viendra à l'instant d'inscrire comme réparation du côté « plus ». Ce point est implicitement admis par la Commission [I, 303, 316 ; II, 308, 324, 349]. Mais la conclusion logique n'est jamais tirée, à savoir qu'il y a rupture de l'égalité entre produit et revenu, ce dernier devenant supérieur au premier, donc aboutissant à une situation absurde, sauf si l'on inventait les catégories de salaire et de profit soutenables.<sup>21</sup>

Un second obstacle qui peut se révéler être une faille dans la construction d'indicateurs alternatifs est d'ordre épistémologique. Pour déduire du produit brut l'ensemble des usures et des dégradations, il faut tout ramener à du capital. La trouvaille est habile : puisque le souci des générations futures se résout en transférant dans le temps un stock de capital intact, il suffit de compléter la définition qu'avait donnée l'économiste britannique John Hicks [1939]. Ainsi, les connaissances et le savoir-faire, désormais tenus pour du capital humain, et les ressources naturelles, constituant notre capital naturel, viennent s'ajouter au capital économique. Or, si tout élément matériel ou humain est ramené à du capital, il a vocation à s'inscrire dans une logique de rentabilisation. Dans cette problématique, l'individu est censé effectuer un calcul comparant le coût d'une année supplémentaire d'études et le revenu supplémentaire qu'elle lui procurera ensuite. Les dépenses de formation sont considérées comme le résultat d'un choix et d'un investissement individuels, même si l'éducation se fait

<sup>19</sup> Il semblerait toutefois que la Commission évoque ce point à un endroit [II, 371].

<sup>20</sup> Cette impossibilité renvoie au fait que la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque, contrairement à ce que disent la plupart des analyses. Ainsi, la Fondation Hulot [2010] écrit : « Nos outils économiques ne prennent pas en compte les ressources naturelles. Nous utilisons de l'eau, des sols, des métaux, de l'énergie, mais le prix de la constitution de ces ressources n'apparaît jamais sur nos factures. Nous payons uniquement le travail et les rentes liées à leur extraction, leur transport, leur transformation, leur commercialisation, au marketing, à la publicité, mais jamais le prix de la quantité de ressources utilisées, c'est-à-dire, in fine, celui de leur rareté que notre utilisation accentue. » Effectivement, la valeur *économique* ne peut provenir que de la transformation par le travail. Voir Harribey [2005-c].

<sup>21</sup> J'avais présenté au cours de la décennie 1990 une petite démonstration de ce point qu'on peut retrouver dans Harribey [1997, 253 et suiv.].

dans un cadre public non marchand au sein duquel l'essentiel de son financement est socialisé. En ce qui concerne l'utilisation de la nature, sa valeur pour les générations à venir est estimée au moyen de la procédure d'actualisation, le taux d'intérêt signifiant la préférence pour le présent et donc la dévalorisation du futur.

Il s'ensuit que la conversion de tous les éléments concourant au bien-être présent et futur en capitaux de toutes sortes (matériel, humain, social, naturel) n'a de sens que dans la perspective de leur agrégation en une seule unité. Passe encore si cette agrégation n'avait pour but que de produire un indicateur synthétique. Mais sa véritable finalité est de permettre la substitution d'une forme de capital à une autre, au fur et à mesure que l'une d'elles ou plusieurs s'épuisent ou se dégradent. En dépit des précautions prises pour rappeler que deux versions de la soutenabilité s'opposent, l'une faible qui retient l'hypothèse de la substituabilité permise notamment par le progrès technique, l'autre forte qui la refuse, la Commission Stiglitz finit par tomber du côté de la faible, à l'instar de la déclaration suivante : « Ainsi, des niveaux élevés de consommation de ressources naturelles pourraient se révéler durables, si le progrès technologique était suffisamment rapide. » [I, 128]<sup>22</sup>.

Dans le rapport de la Commission, la substitution a pour nom « compensation » [II, 347, 363]. C'était déjà le principe du caractère interchangeable ou substituable de toutes les ressources qui était retenu dans l'ancien modèle économique de Stiglitz [1974]. Et, dans le rapport présent, les auteurs aboutissent à ces conclusions qui ne surprendront que ceux qui n'ont pas saisi la logique implacable du raisonnement néoclassique : « Ces données montrent que les pays développés sont pour la plupart engagés sur un sentier de croissance soutenable, ce qui n'est pas le cas pour de nombreux pays émergents ou en développement. En particulier, la plupart des pays exportateurs de ressources naturelles sont sur des sentiers non soutenables, selon cet indicateur [l'épargne nette ajustée]. » [II, 328]. Le message est clair : « D'un certain point de vue, on peut dire que les pays les plus développés sont les plus soutenables, car ils consacrent une part suffisante de leurs ressources à l'accumulation de capital, qu'il soit physique ou humain. Il n'est pas surprenant de constater que de nombreux pays moins développés sont sur des trajectoires économiques beaucoup plus fragiles. » [II, 369]. Prudemment, la Commission poursuit : « Mais, d'un autre côté, ce sont les pays développés qui sont souvent les plus grands contributeurs à la non-soutenabilité mondiale, au moins en ce qui concerne le climat. » [II, 369]<sup>23</sup>. La morale est sauve, mais au prix d'une gymnastique intellectuelle qui ne peut que déconsidérer un peu plus une profession déjà mise à mal par les multiples cautions qu'elle a apportées à la dérégulation du monde. Et, alors que la crise financière a produit d'immenses dégâts, on trouve, parmi les indicateurs du développement durable de l'UNECE-OECD-Eurostat que reprend à son compte la Commission Stiglitz, les indicateurs de bien-être économique suivants : « avoirs financiers étrangers nets par habitant (stock) » et « investissements réels en actifs financiers étrangers par habitant (flux) » [I, 322 ; II, 375]. Que signifie cette conception de la soutenabilité sociale consistant à s'approprier la plus grande part possible des actifs étrangers ? La soutenabilité serait-elle la nouvelle figure de l'impérialisme financier ?<sup>24</sup>

<sup>22</sup> Ce raisonnement est repris implicitement ou explicitement tout au long des deux ouvrages [I, 135, 137, 138, 141, 142, 144, 182, 292, 297, 298 ; II, 48, 315, 340, 347, 349, 363, 369, 398].

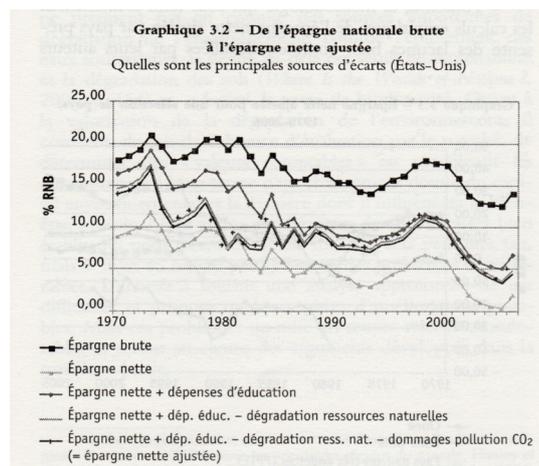
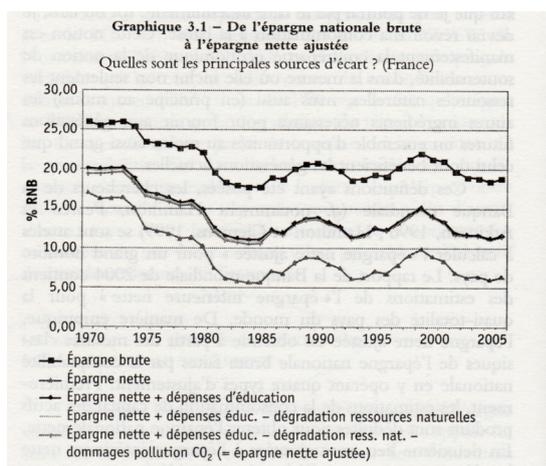
<sup>23</sup> Aussi [II, 410].

<sup>24</sup> La crise financière de 2007-2008 n'a pas suffi à doucher l'enthousiasme des experts de la Commission vis-à-vis des fonds de pension, ni à leur ôter l'illusion que les régimes par capitalisation ne dépendaient pas de la démographie : « Si tous les systèmes de retraites sont certes exposés à certains risques (par exemple le risque de baisse des prestations retraites dans les régimes de financement par répartition en raison de l'évolution des conditions démographiques), le rôle accru du secteur privé dans le financement des pensions de vieillesse (sous forme de retraites professionnelles à la charge de l'employeur et d'épargne-retraite personnelle) a permis d'étendre la couverture retraite à un plus grand nombre de travailleurs, mais au prix d'un transfert du risque de

### Vers un nouvel indicateur fétiche ?

L'agrégation de toutes les sortes de capitaux et son corollaire, la substitution entre elles, sont indispensables à l'adoubement de la notion d'« épargne nette ajustée » (ENA) mise au point par la Banque mondiale [2006]. Son principe est repris par la commission Stiglitz ainsi que par le Conseil économique, social et environnemental (CESE) français [2009]. Cet indicateur est construit en partant du stock d'épargne brute nationale duquel on soustrait la dépréciation du capital technique et celle du capital dit naturel, et auquel on ajoute les investissements nets en formation. On obtient ainsi un stock d'épargne nette ajustée et on vérifie s'il varie positivement ou négativement d'une période à l'autre. Qu'est-ce qui empêche de tenir cet indicateur pour représentatif du bien-être présent et futur ? Le fait qu'on ne sorte pas d'une évaluation monétaire. Celle-ci ne pose pas de problème insurmontable pour la dépréciation du capital technique (encore que...), mais relève de l'arbitraire pour la dégradation de la nature que l'on ne peut mesurer que par le coût de réparation éventuelle de cette dernière, et surtout parce que, pour déterminer une dépréciation, il faut connaître la valeur de départ, chose impossible pour la nature qui n'a pas de valeur économique intrinsèque préalable à l'activité humaine.<sup>25</sup>

D'ailleurs, les économistes de la Commission semblent être conscients de cette contradiction parce qu'ils recommandent un « indice monétaire de soutenabilité [qui] doit demeurer principalement axé sur les aspects économiques de la soutenabilité » [II, 372]<sup>26</sup>. On les comprend puisque leur nouvel indice fétiche, l'ENA est au beau fixe : « Que donne la comparaison de cet indicateur avec les mesures classiques de l'épargne et de l'investissement dans la comptabilité nationale ? Comme on peut le voir sur les graphiques 3.1 et 3.2 concernant la France et les États-Unis, le niveau d'épargne nette ajustée est principalement déterminé par l'épargne brute, ajusté pour la consommation de capital et les dépenses d'éducation, et semble être très marginalement affecté par d'autres éléments de correction (même si les ajustements pour l'épuisement des ressources naturelles n'étaient pas si marginaux que cela aux États-Unis pendant les années 1980. » [II, 327]. En fait, les graphiques proposés par la Commission montrent une évolution strictement parallèle pour l'épargne brute et l'épargne nette ajustée (celle-ci se situant à un cran inférieur, mais toujours positif). Autrement dit, l'information supplémentaire apportée par l'ENA est insignifiante.



l'État et des entreprises vers les individus, qui ont une moindre capacité à se prémunir contre ces risques et dont le degré d'aversion au risque s'accroît avec l'âge. » [II, 258].

<sup>25</sup> Sur ce point, la plupart du temps compris jusque chez les écologistes, voir Harribey [1997].

<sup>26</sup> Aussi [I, 182].

La prudence de la Commission arrive donc bien tard, après avoir additionné toutes les formes de capitaux, par le biais de « prix fictifs » [II, 350] ou « virtuels » [II, 356]. L'absence de prix de marché pour bon nombre d'éléments naturels tarabude à ce point les économistes *main stream* que le pas entre la monétarisation et la marchandisation est vite franchi dès lors qu'on instaure des droits de propriété sur les biens communs. Aussi, ne faut-il pas s'étonner qu'une sourde bataille soit menée au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour que soient conclus les accords sur le commerce des services (AGCS) et sur le droit de propriété intellectuelle (ADPIC). La période actuelle est celle de l'avancée de la frontière de l'espace de la propriété privée. Un peu comme les enclosures en Angleterre au XVIII<sup>e</sup> siècle et les lois sur le vol de bois dans la Prusse du XIX<sup>e</sup> avaient rendu possible la privation des pauvres de leurs droits coutumiers, la reprise d'une forte accumulation du capital exige aujourd'hui un élargissement des droits de propriété et donc une expropriation du bien commun, qu'il s'agisse de la nature ou de la connaissance.<sup>27</sup>

Aussi le lecteur du rapport de la Commission Stiglitz ne peut-il être que très surpris de la volte-face de son coordinateur. En 2008, Fitoussi publiait avec son collègue Laurent un livre dans lequel les auteurs écrivaient : « on peut décider d'une croissance aussi forte que l'on veut (donc d'un prélèvement correspondant sur les stocks de ressources) à condition de disposer d'un niveau de connaissances suffisant pour assurer la pérennité du système » [2008, 54]. Ils faisaient donc leur l'hypothèse de la substituabilité infinie entre les facteurs de production, qui est sous-jacente à la conception de la soutenabilité faible qu'on trouve dans le mot d'ordre officiel du développement durable, façon « capitalisme vert ». Aux antipodes de cette affirmation, en remettant le rapport au président de la République, Fitoussi déclarait [2009] : « Une situation est soutenable si nous pouvons léguer aux générations futures un capital au moins aussi élevé que celui dont nous avons disposé. L'idée est simple, mais la difficulté tient à ce qu'il existe plusieurs catégories de capitaux : le capital économique (les patrimoines des entreprises, des ménages, des administrations publiques), mais aussi le capital humain et, bien sûr, le capital naturel. Il faudrait pouvoir agréger toutes ces catégories de capitaux. Nous proposons un indicateur d'épargne nette ajustée qui mesure les variations du capital global, incluant le capital naturel. Cela suppose de savoir déterminer, en dehors du marché, un système de prix implicites. Ce système de prix devrait être tel que, quand certaines ressources tendent vers zéro, leur prix tend vers l'infini. Ainsi, quelle que soit l'importance du capital économique ou du capital humain, ils ne compenseront pas l'érosion du capital naturel si une ressource naturelle est en train de disparaître. »<sup>28</sup>

### ***L'économie toujours dominante ?***

Bien intentionnés, les experts de la Commission Stiglitz sont écartelés entre l'obligation de considérer la difficulté des sociétés actuelles à emprunter un chemin soutenable à long terme et leur attachement à une économie capitaliste dont la croissance est le moteur. Une seule fois, on trouve cet avertissement : « Il ne sera pas possible d'accroître indéfiniment la production économique, notamment celle des biens. » [I, 124, et dans des termes identiques II, 221]. Avertissement vite oublié, car la référence qui est faite au rapport Brundtland constitue un véritable détournement de sens : « Le Sommet de Rio de 1992 a notamment permis d'ébaucher une définition du développement durable qui repose sur trois piliers : l'efficacité économique, l'équité sociale et la soutenabilité environnementale. » [II, 311-312]. Or la célèbre définition du développement soutenable [Brundtland, 1987, 51]<sup>29</sup> ne met pas au même plan les trois aspects retenus par la Commission Stiglitz (qui sont en fait la traduction qu'en

<sup>27</sup> Voir Bensaïd [2007].

<sup>28</sup> Pour une critique des thèses de Fitoussi, voir Harribey [2008-b et 2009-b].

<sup>29</sup> « Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »

donne l'OCDE), car le premier est, pour le rapport Brundtland, le moyen pour atteindre les deux derniers qui sont les véritables finalités : équité intra-générationnelle et équité inter-générationnelle.<sup>30</sup>

## Conclusion

L'ambition du président de la République, quand il a tracé la feuille de route de la Commission Stiglitz, n'était pas de révolutionner l'économie ni ses traductions symbolique et chiffrée. En cela, la Commission n'a pas dépassé le cadre de sa mission car, si on peut reconnaître à ses membres une remarquable capacité de synthèse d'une littérature foisonnante, la montagne a sans doute accouché d'une souris. À son actif cependant, notons que, même en s'accrochant à l'illusion de la monétarisation afin d'augmenter un PIB jamais assez grand pour signifier le bien-être, elle a la sagesse de conclure à la nécessité de tableaux de bord complémentaires au PIB et différents de ce dernier.

Mais est-ce que la méthode fondée sur la variation des stocks est capable de mesurer l'évolution du bien-être et la soutenabilité de cette évolution ? La réponse serait positive si les auteurs appliquaient à eux-mêmes le précepte qu'ils recommandent [I, 314-315 ; II, 372-373] : séparer les instruments de bord servant à effectuer les mesures. Mais ce choix est contredit et invalidé dès l'instant où tout a été ramené à du capital dont les formes peuvent se décliner à l'infini (les caractères du bien-être individuel sont innombrables) et prendre la place les unes des autres. Si chaque variation de stock était examinée séparément et si sa mesure était positive, la soutenabilité pourrait être décrétée une fois constatée cette positivité dans chacun des domaines, au nom de la complémentarité des ressources : une seule ressource manque – facteur limitant – et l'homme est dénudé. L'alternative entre complémentarité et substituabilité des ressources (soutenabilité forte/faible) est donc indépassable, contrairement à l'hypothèse de la Commission Stiglitz [II, 315].

Le refus de monétariser tous les actes de la vie humaine et tous les éléments naturels, *a fortiori* le refus de les marchandiser, la réhabilitation de la valeur d'usage dont l'espace doit être distingué de celui de la valeur d'échange, la reconnaissance de la multidimensionnalité de la qualité de la vie, irréductible à la quantité de biens consommés, et le respect des êtres humains et de la nature, protégés d'une exploitation éhontée, voilà quelques-unes des conditions nécessaires à une véritable critique de la prétendue science économique, dont la Commission Stiglitz a cru se démarquer en évitant d'identifier le principal objet que les indicateurs doivent mesurer.

Tout au long des deux ouvrages de la Commission Stiglitz, abondamment documentés sur beaucoup de sujets, il y a en effet un grand absent : le capitalisme. Et c'est là que réside le véritable tour de force de la Commission : réussir, en pleine crise globale, à ne pas dire un seul mot de la racine principale des maux que les nouvelles définitions du bien-être, du progrès social et les nouveaux systèmes de mesure sont censés guérir. Nulle part, il n'est dit que l'indicateur phare de la comptabilité nationale, le PIB, est finalement assez adapté pour mesurer la dynamique d'accumulation infinie du capitalisme, bien qu'il contienne en son sein des éléments contraires relatifs à la sphère non marchande. Et, sans doute, il ne suffirait pas de construire de nouveaux instruments de mesure pour que l'économie fonctionne autrement.<sup>31</sup>

Quelles pistes pourrait-on tracer pour qu'il en soit différemment ?

<sup>30</sup> Toutefois, il était dit : « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et "environnementalement" soutenable. » [Brundtland, 1987, XXIII].

<sup>31</sup> Voir Husson [2009].

- En premier lieu, inscrire la construction de nouveaux indicateurs dans un projet de dépassement de la logique du profit et de l'accumulation capitaliste, dont le point de départ serait un bornage strict de l'espace marchand et la protection, voire l'extension, des espaces non marchand et non monétaire, autant de questions qui ne peuvent être laissées aux experts mais que doivent s'approprier les citoyens.
- En ce qui concerne le PIB, sa critique doit tenir compte de deux aspects qui le rendent indispensable en dépit de ses défauts : il contient en son sein, outre les biens et services marchands, toute la valeur monétaire des services non marchands et il a pour contrepartie les revenus distribués dans l'économie.
- L'incapacité du PIB à traduire l'amélioration de la qualité de la vie et du bien-être et la préservation de l'environnement doit être compensée par la construction et la visibilité d'indicateurs portant sur la répartition des revenus et des ressources, la réduction des inégalités de toutes sortes, les conditions d'emploi et de travail, la durée du travail, le temps libre, l'accès aux soins et à l'éducation, la qualité de l'alimentation et du logement, l'état quantitatif et qualitatif des ressources naturelles, etc. Ces indicateurs doivent être conçus comme complémentaires aux indicateurs monétaires.
- En aucun cas, il ne peut être question de réduire tous les éléments précédents à une évaluation monétaire qui viendrait grossir artificiellement le PIB sans que cela signifie une amélioration quelconque du bien-être, mais qui n'aurait pour finalité que de laisser croire à une substitution possible d'un facteur à un autre, laquelle est contraire à une optique de soutenabilité véritable.

La Commission Stiglitz ne prend pas de distance avec la démarche d'ensemble imaginée par les stratèges de l'Élysée : comme, en aucune manière, il ne s'agit de remettre en cause le système, elle reste attachée aux représentations que les dominants en ont et qu'ils imposent à la société. Dans la problématique de l'économie politique classique et de sa critique marxienne, tout était réductible à du travail. Dans celle qui domine aujourd'hui au sein des instances internationales et des creusets universitaires, tout se ramène à du capital. Avoir choisi un titre du premier volume qui rappelle *La Richesse des nations* d'Adam Smith est un total contresens et un manquement grave à la mémoire du moraliste écossais.

Si la définition du bien-être relève seulement de la subjectivité des individus [II, 146], il n'y a pas de projet collectif possible. Ainsi, l'économie actuelle est l'horizon de l'humanité. Elle est donc durable par définition. Il suffit de quelques indicateurs monétaires un peu plus sophistiqués pour accompagner l'élargissement de l'espace de la marchandise et le tour est joué. Adieu à l'espace de la gratuité...

## Bibliographie

- Banque mondiale [2006], *Where is the Wealth of Nations ? Measuring Capital in the 21st Century*, Washington DC, Banque mondiale.
- Bensaïd D. [2007], *Les dépossédés, Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Paris, La Fabrique.
- Brundtland G.H. [1987], *Notre avenir à tous*, Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Montréal, Fleuve.
- CESE [2009], « Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique », Rapport de Philippe Le Clézio, <http://www.conseil-economique-et-social.fr/rapport/pravi/PA090127.pdf>.
- FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse) [2009], « Le "rapport Stiglitz" : un diagnostic lucide, une méthode discutable, et des propositions qui ne sont pas à la hauteur des enjeux »,

<http://www.idies.org/index.php?post/Le-rapport-Stiglitz-%3A-un-diagnostic-lucide-une-methode-discutable-et-des-propositions-qui-ne-sont-pas-a-la-hauteur-des-enjeux2>.

- Fitoussi J.P. [2009], « Un enjeu démocratique », *Alternatives économiques*, n° 283, septembre.
- Fitoussi J.P., Laurent E. [2008], *La nouvelle écologie politique, Économie et développement humain*, Paris, Seuil.
- Fondation Hulot pour la nature et pour l'homme [2010], « Fonder les régulations sur de nouveaux principes », <http://www.fondation-nicolas-hulot.org/actions/nos-propositions-et-positions/nos-propositions/fonder-les-regulations-sur-de-nouveaux-princi>.
- Gadrey J. [2009], « Une autre relance est possible », « L'expansion économique sans croissance » et « Céréales, tomates, kWh : l'effet qualité en question », <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey>.
- Gadrey J. [2010], « Une économie post-croissance riche en emplois », *Alternatives économiques*, n° 288, février.
- Gadrey J., Jany-Catrice F. [2005], *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, 2<sup>e</sup> éd. 2007.
- Harribey J.M. [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- Harribey J.M. [2005-a], « Richesse et valeur : un couple qui ne fait pas bon ménage », *L'Homme et la société, Revue internationale de recherche et de synthèse en sciences sociales*, n° 156- 157, avril-septembre 2005, 27-43, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/couple-riche-esse-valeur.pdf>.
- Harribey J.M. [2005-b], « La richesse au-delà de la valeur », *Revue du MAUSS*, « Alter-démocratie, alter-économie, Chantiers de l'espérance », n° 26, second semestre 2005, 349-365, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/riche-esse+valeur.pdf>.
- Harribey J.M. [2005-c], « La misère de l'écologie », *Cosmopolitiques, Cahiers théoriques pour l'écologie politique*, n° 10, septembre 2005, 151-158, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/misere-ecologie.pdf>.
- Harribey J.M. [2008-a], « Quand le sage montre la lune, le fou regarde le doigt (Proverbe chinois), Quelques propositions pour contribuer au débat sur la richesse », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/lune.pdf>.
- Harribey J.M. [2008-b], « La croissance élitiste », *Le Sarkophage*, n° 9, novembre, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-croissance-ELITISTE.pdf>.
- Harribey J.M. [2009-a], *Raconte-moi la crise*, Lormont, Ed. du Bord de l'Eau.
- Harribey J.M. [2009-b], « Je puise, donc j'épuise », *Le Sarkophage*, n° 14, septembre, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/puise-epuise.pdf>.
- Herrera R. [2003], « L'État contre le service public ? La face cachée de la croissance endogène », *Actuel Marx*, « Violence de la marchandisation », n° 34, second semestre, 147-160.
- Hicks J. [1939], *Value and Capital : An Inquiry into Some Fundamental Principles of Economic Theory*, Oxford, Oxford University Press, trad. fr. Paris, Dunod, 1956.
- Husson M. [2008], *Un pur capitalisme*, Lausanne, Page Deux.
- Husson M. [2009], « Les indicateurs pour les nuls », *Politis*, n° 1069, 24 septembre.
- Keynes J.M. [1969], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot.
- Méda D. [1999], *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto Aubier.
- Méda D. [2009], Entretien avec *Alternatives économiques*, Hors-série n° 83, 4<sup>e</sup> trimestre.
- Mounier A. [2002], « Capital humain et croissance, Développement des connaissances ou appauvrissement de la pensée ? », in Dockès P., *Ordre et désordres dans l'économie-monde*, Paris, PUF, 359-387.
- Nordhaus W., Tobin J., « Is Growth Obsolete ? », in Moss M. (Ed.), *The Measurement of Economic and Social Performance, Studies in Income and Wealth*, National Bureau of Economic Research, vol. 38, 509-564.
- Stiglitz J. [1974], « Growth with Exhaustible Natural Resources : Efficient and Optimal Growth Paths », *Review of Economic Studies*, Symposium on the Economics of Exhaustible Resources, Edinburgh, Longman Group Limited, vol. 41, 123-137.
- Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.P. [2009], *Performances économiques et progrès social, Richesse des nations et bien-être des individus*, Préface de Nicolas Sarkozy, volume I, Paris, O. Jacob ;

*Performances économiques et progrès social, Vers de nouveaux systèmes de mesure*, Préface de Nicolas Sarkozy, volume II, Paris, O. Jacob.

- Robinson J. [1953-54], « The Production Function and the Theory of Capital », *Review of Economic Studies*, vol. XXI, 81-106.

- UNECE-OECD-Eurostat [2008], *Measuring Sustainable Development*, Report of the Joint UNECE/OECD/Eurostat Working Group on Statistics for Sustainable Development, United Nations, New York and Geneva, <http://www.oecd.org/dataoecd/30/20/41414440.pdf>.

- Viveret P. [2003], *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube.